



Lettre d'information N°6 Juin 2007

EUCIS-LLL

Plate forme européenne de la société civile pour l'éducation et la formation tout au long de la vie

ELECTION DU NOUVEAU COMITE DE PILOTAGE DE EUCIS-LLL

Suite à l'Assemblée générale de EUCIS-LLL, un nouveau bureau a été élu. Nous vous annonçons le départ de notre Secrétaire générale, Ellinor HAASE qui quitte ses fonctions au sein de EAEA et de EUCIS-LLL. Ellinor HAASE a été un des membres fondateurs de EUCIS-LLL et a énormément contribué à son développement. Nous lui exprimons toute notre gratitude et amitié et lui souhaitons un heureux nouveau départ dans le sud de la France !

Le nouveau bureau est constitué comme suit :

- Jean-Marc ROIRANT, SOLIDAR, président
- Michel FEUTRIE, EUCEN, secrétaire général
- Tommaso Grimaldi, EVTA, vice-président
- Pilar FIGUERAS, AIVE, vice présidente
- Représentant de EAEA, vice-président(e).

Le compte rendu de l'Assemblée générale est désormais disponible en français, la version anglaise est en cours de préparation. Vous pouvez le demander à la coordinatrice de la plate forme, Audrey FRITH (afriith@laligue.org).

RESULTATS DU CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES DES 21-22 JUIN 2007 : QUELLE PLACE POUR LA SOCIETE CIVILE ?

Après deux jours d'intenses négociations au Conseil européen de Bruxelles, les 27 se sont mis d'accord samedi matin sur les grandes lignes d'un traité institutionnel simplifié destiné à remplacer la Constitution. Si la forme est changée, la substance reste largement préservée. Cependant, la méfiance de plusieurs Etats et leur insistance à faire disparaître des textes toute trace d'ambition politique – retour du mot « directive » au lieu de « loi cadre », abandon des mentions concernant le drapeau, l'hymne, la monnaie – et des intérêts nationaux non négociables ont abouti à une Europe à la carte, la Pologne et la Grande Bretagne s'exonérant des exigences de la Charte des droits fondamentaux.

Loin de la transparence de la Convention, un retour au huit clos démocratique permettant de gérer les intérêts propres a permis de sauvegarder un fonctionnement à minima d'une fédération d'Etats nations, au risque d'une Europe à plusieurs vitesses. Un blocage paraît acté mais on peut s'interroger sur la vision, le projet d'une Europe pour ce siècle, de sa vigueur démocratique, de l'avenir des modèles sociaux qui ont su combiner efficacité et garantie sociale à l'heure des Etats continents et du désordre du monde. La dynamique d'une Europe des citoyens est plus que jamais à construire, c'est toujours un des chantiers des réseaux d'associations volontaires et de leur coordination.

C'est le cas du Groupe de contact de la société civile qui regroupe 8 importantes plates formes d'ONG actives au niveau européen dont EUCIS-LLL. Le Groupe a largement critiqué le choix des Etats membres de préparer et de se mettre d'accord sur un traité révisé via une conférence intergouvernementale (CIG) avec un mandat réduit. Au contraire, celui-ci demandait un processus transparent et accessible. Dans un communiqué de presse, il souligne son inquiétude, dans le contexte des négociations et débats actuels, concernant la sauvegarde des acquis de la Convention et du projet de Traité constitutionnel et demande un projet européen plus cohérent pour répondre aux défis partagés à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe.

Le Groupe souhaite que les chefs d'Etats ouvrent l'approche intergouvernementale et permettent à la société civile de participer au processus de la CIG dans le cadre d'une stratégie efficace et cohérente avec des rencontres régulières entre les présidences de l'UE et la société civile, des forums Internet ou la retransmission des débats de la CIG via la télévision d'information européenne par satellite (EbS).

Position du Groupe de contact :

http://www.act4europe.org/code/en/actions.asp?id_events=124

Conclusions du Conseil européen:

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/press_data/fr/cc/94933.pdf

CONFERENCE DES MINISTRES EUROPEENS CHARGES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, LONDRES, 17-18 MAI 2007

Tous les deux ans, les 45 États signataires de la Déclaration de Bologne se réunissent pour faire progresser le processus de Bologne. Lancé en 1999, il a pour objectif d'établir un espace européen de l'éducation supérieure d'ici 2010. Les États se sont ainsi engagés à réformer leurs systèmes d'enseignement supérieur et à éliminer les barrières à la mobilité des étudiants et des enseignants. La dernière conférence s'est tenue les 17-18 mai 2007 à Londres.

La plupart des acteurs étaient d'accord pour constater, dans l'ensemble, de réelles avancées au cours des deux dernières années avec une évolution de l'enseignement supérieur essentiellement centré sur l'enseignant vers un enseignement centré sur l'étudiant. Cependant, selon les syndicats étudiants, les gouvernements européens n'appliquent les réformes de l'enseignement supérieur qu'en fonction de leur agenda national. Ils réclament que soient mises en oeuvre les promesses, notamment la dimension sociale du processus de Bologne.

Les ministres de l'éducation ont également mentionné la mise en œuvre d'un registre européen des agences chargées de la garantie de la qualité afin de renforcer la confiance dans l'enseignement supérieur européen.

Jean-Pierre Finance, vice-président de la Conférence des présidents d'université (CPU), a souligné le décalage existant entre certains pays nouvellement arrivés au sein du processus de Bologne qui voient la résolution de leurs problèmes financiers dans une privatisation de leur enseignement supérieur, notamment par le biais de droits d'inscription élevés, et les plus anciens qui restent attachés à l'idée d'un enseignement supérieur relevant du bien public et jouant le rôle d'ascenseur social. Il s'étonne, par ailleurs, que lors des débats, les notions de concurrence et de compétitivité aient été opposées par certains États, comme la Grande-Bretagne, à celle d'équité sociale.

Pour plus d'information :

<http://www.dfes.gov.uk/bologna/index.cfm?fuseaction=content.view&CategoryID=23>

CONFERENCE DE LA PRESIDENCE « REALISER L'ESPACE EDUCATIF EUROPEEN », 4-5 JUIN 2007

À l'occasion de la conférence «Réaliser l'Espace éducatif européen», plus de 400 participants venus de 33 pays européens se sont réunis suite notamment à la clôture des consultations sur le système européen de points de crédit ECVET. La Ministre fédérale allemande de l'Education, Annette Schavan, a exigé des comparatifs de résultats internationaux et une plus forte ouverture à l'Europe. Ceci permettrait de comparer des cursus de formation professionnelle qui n'ont pas été accomplis dans un cadre universitaire en Allemagne à des formations similaires obtenues dans d'autres États dans un encadrement universitaire. Actuellement, au Ministère fédéral de l'Education, de concert avec plusieurs États de l'UE et des partenaires allemands, des spécialistes examinent les possibilités de mettre en œuvre un tel modèle.

Parmi les thèmes clés abordés à cette occasion : l'accroissement substantiel des qualifications obtenues à l'étranger en Europe, l'ouverture à l'Europe des régimes professionnels nationaux et la perméabilité entre la

formation professionnelle et l'enseignement supérieur. Il s'agit prioritairement de mettre en œuvre de nouvelles initiatives communautaires dans les différents États membres dont le cadre européen des certifications professionnelles, qui rend plus transparent la diversité des filières de formation, et le système européen de points de crédit ECVET.

La Plate forme EUCIS-LLL soutient tout à fait cette approche pour plus de transparence entre les systèmes d'éducation et de formation. On peut cependant regretter que certains ateliers auxquels des membres de EUCIS-LLL ont participé n'aient porté que sur la perméabilité vers l'enseignement supérieur en négligeant la formation professionnelle.

Vous trouverez de plus amples informations sur :

<http://www.bmbf.de/de/7267.php>

http://www.eu2007.de/fr/News/Press_Releases/June/0604BMBFPISA.html

LIVRE VERT DE LA COMMISSION 'L'ESPACE EUROPEEN DE LA RECHERCHE: NOUVELLES PERSPECTIVES'

Le Livre vert «L'Espace européen de la recherche: nouvelles perspectives» expose les défis et problèmes que représentent pour l'Europe la fragmentation de la

recherche et l'insuffisance des investissements dans ce domaine, ainsi que l'internationalisation de plus en plus poussée de la science et de la technologie. Il est

indispensable de mieux produire et utiliser les connaissances pour que l'Union atteigne les objectifs économiques, sociaux et environnementaux qu'elle s'est fixés dans le cadre de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et pour l'emploi.

Une consultation publique sur les questions traitées dans le Livre vert restera accessible en ligne jusqu'en août 2007. Les réponses obtenues serviront à élaborer des actions concrètes pour le développement de

l'Espace européen de la recherche, dont la mise en œuvre commencera en 2008. Cette consultation est structurée en différents chapitres, votre réponse pouvant porter sur tout ou partie du document.

Pour plus d'information :

http://ec.europa.eu/research/era/index_en.html

[http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=ERA
GreenPaper](http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=ERAGreenPaper)

CONSEIL DES MINISTRES ÉDUCATION, JEUNESSE ET CULTURE, BRUXELLES, 24-25 MAI 2007

Le Conseil Education, jeunesse et culture, s'est réuni les 24 et 25 mai 2007 à Bruxelles. Le Conseil a notamment adopté des conclusions sur un cadre cohérent d'indicateurs et de critères de référence pour le suivi des progrès accomplis vers les objectifs de Lisbonne dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Le texte intégral des conclusions est accessible sur :
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/07/st10/st10083.en07.pdf>

Le Conseil a également procédé à un échange de vues sur l'élaboration d'une politique de l'éducation fondée sur des données probantes. Pour que les États membres puissent comprendre et suivre parfaitement ce qui se passe dans leurs systèmes ils doivent disposer de

canaux leur permettant de produire et de consulter les travaux de recherche pertinents, d'une infrastructure statistique permettant la collecte des données nécessaires et de mécanismes d'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la mise en oeuvre des politiques. Le débat a contribué à la prochaine communication de la Commission, qui devrait être diffusée d'ici peu. Les délégations ont également souligné l'importance, au niveau de l'UE, de l'apprentissage en équipe et de l'échange et de la diffusion des résultats de la recherche.

Vous pouvez télécharger le communiqué de presse sur :
http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/press_data/fr/educ/94637.pdf

SYMPOSIUM « CONTRIBUTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION A LA STRATEGIE DE LISBONNE, 19-20 JUIN 2007

Le symposium «Contribution de l'éducation et de la formation à la stratégie de Lisbonne, pour la croissance, l'emploi et la cohésion sociale» a réuni les représentants des Ministères de l'éducation européens en présence de partenaires sociaux et d'organisations de la société civile les 19 et 20 juin 2007 à Bruxelles. Organisé par la Commission européenne en partenariat avec les réseaux NESSE (réseau européen d'experts en sciences sociales de l'éducation et de la formation) et EENEE (réseau d'experts européens en économie de l'éducation), ce symposium portait sur les contributions socio-économiques de l'éducation et de la formation à la Stratégie de Lisbonne. Les membres de ces réseaux ont exprimé la nécessité de mettre effectivement l'éducation et la formation au cœur de la Stratégie de Lisbonne. Afin de faire face aux défis du XXI^e siècle et d'atteindre la société de la connaissance, les systèmes d'éducation et de formation doivent être capables de former et de préparer les individus à la nouvelle structuration du marché mais aussi à s'intégrer dans une société de plus en plus complexe. Deux priorités ont émergé, un investissement plus important sur l'enseignement à la petite enfance et sur l'éducation supérieure. La

Commission européenne, via notamment sa future communication sur une politique fondée sur les faits, a encouragé les Etats Membres à développer davantage d'outils d'évaluation afin de contribuer à l'amélioration de l'efficacité de l'enseignement.

Lors de ce séminaire, deux approches se sont opposées, une plus économiste, où l'individu est vu sous le prisme de l'employabilité et de l'adaptabilité au marché du travail et sociale, où il est également question d'égalité des chances, de développement personnel ou de compétences interpersonnelles et interculturelles. On peut ainsi regretter que la constitution de réseaux d'experts par la Commission européenne ne soit pas de nature mixte afin d'apporter une approche plus équilibrée à un certain nombre de questions restant en suspens.

Il a également été beaucoup question de priorités et d'investissements, gommant quelque peu une stratégie plus globale. Or, pour atteindre les objectifs de la Stratégie de Lisbonne et du Programme éducation et formation 2010, il est essentiel de casser les barrières entre les différents systèmes d'éducation et de formation – ce qui n'est pas toujours paru évident

durant le séminaire. L'éducation supérieure et la formation professionnelle ne doivent pas s'opposer mais être complémentaires, ce qui implique que les outils européens tels que ECVET et ECTS soient pensés ensemble. Pour que chaque individu soit capable de

construire son propre parcours éducatif il faut mettre en œuvre une approche tout au long de la vie et l'accent sur l'information et l'orientation des personnes.

ETUDE D'EURYDICE « LA DIMENSION SOCIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR »

L'enseignement supérieur en Europe est principalement organisé et financé par le secteur public. 70% des étudiants dans l'UE sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur publics. Le secteur privé non subventionné est quasi absent sauf à Chypre, en Pologne, au Portugal et en Roumanie. Le financement direct aux établissements prédomine et la plus grande part est allouée à la fonction d'enseignement. Ces données sont issues d'une enquête réalisée par le réseau européen sur l'éducation, Eurydice, à l'occasion de la tenue à Londres les 16 et 17 mai 2007 de la conférence des ministres des 45 États signataires de la Déclaration de Bologne. Intitulée "La dimension sociale de l'enseignement supérieur", cette étude révèle également que les ressources en personnel académique varient du simple au triple selon le pays. Les montants des dépenses d'enseignement par

étudiant sont globalement plus faibles dans les pays où le nombre d'étudiants par enseignant est parmi les plus élevés et inversement. Néanmoins, le lien entre ces deux éléments dépend fortement de la masse salariale du personnel académique. Trois pays (Bulgarie, Lituanie et Slovaquie) s'écartent nettement de cette tendance avec des ratios décrits comme "très favorables" par Eurydice (moins de 15 étudiants par enseignant) malgré des dépenses pour la fonction d'enseignement parmi les plus faibles des pays européens en 2004. Cette étude s'intéresse également à la question de l'accès aux études, des frais de scolarité, des bourses et prêts et du logement.

Vous pouvez télécharger l'étude complète sur :
http://www.eurydice.org/portal/page/portal/Eurydice/ByTopicsResults?topicCode=aacg&subTopicCode=****

CALENDRIER DE LA PRESIDENCE PORTUGAISE

Le calendrier provisoire de la présidence Portugaise a été publié. Le Conseil Education, jeunesse et culture se tiendra le 16 novembre 2007 à Bruxelles.

Vous pouvez télécharger le calendrier sur :
<http://www.eu2007.pt/UE/aFR/Outros/CalendarMoreInfo/>

Voici une liste de conférences organisées par la présidence portugaise dans le domaine de l'éducation et de la formation :

- Conférence sur le développement professionnel des professeurs pour la qualité et l'équité de l'apprentissage tout au long de la vie : 27-28 septembre 2007

- Conférence e-Learning : 15-16 octobre 2007
- Conférence sur la modernisation de l'enseignement supérieur : 16-17 octobre 2007
- Conférence: "Les écoles face aux nouveaux défis" : 2 novembre 2007
- Conférence sur la mise en valeur de l'apprentissage: pratiques et réponses européennes pour la validation de l'apprentissage non formel et informel : 26 novembre 2007

Site de la présidence :
<http://www.eu2007.pt/UE/aPT/>

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA QUALITE DE L'ENFANCE INITIE PAR L'ECSWE ET L'ALLIANCE POUR L'ENFANCE

L'European Council for Steiner Waldorf Education (ECSWE) membre de EUCIS-LLL et l'Alliance pour l'enfance ont initié un groupe de travail sur "La qualité de l'enfance" avec la députée européenne Karin Resetaris (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, Autriche). La seconde réunion de ce groupe a eu lieu le 9 janvier 2007 avec la participation notamment du professeur Luc Stevens (Université d'Utrecht, NL) et du professeur Ferre Laevers (Catholic University Leuven, B) sur «Les nécessaires changements de systèmes pour améliorer l'éducation dans l'UE». Karin Resetaris a ouvert le débat sur les causes de la

démobilisation des enfants qui commencent pourtant l'école avec l'envie d'apprendre. Christopher Clouder, ECSWE, a présenté la position de l'Alliance pour l'enfance en mentionnant la « culture du contrôle » très stressante pour les enfants et la portée limitée de l'étude PISA sur ces aspects. D'autant que les matières permettant aux enfants d'exprimer leur créativité restent secondaires dans beaucoup d'écoles. Le Professeur Luc Stevens a présenté ses recherches récentes sur comment créer un climat pédagogique propice à l'épanouissement des enfants. Ces études ont montré que la structure rigide des écoles aujourd'hui ne

leur permet pas de réaliser leurs objectifs. Le professeur Ferre Laevers a présenté quant à lui son projet éducatif expérimental et son approche pour améliorer la qualité du cadre éducatif. La rencontre a permis aux différents

intervenants d'échanger et de définir quelques actions clés pour aller plus loin dans cette réflexion.

Pour tout renseignement sur ce groupe de travail, vous pouvez contacter Werner Govaerts, ECSWE, govaerts.werner@pandora.be.

BUDGET PRÉVISIONNEL EU 2008: FOR THE FIRST TIME MORE MONEY FOR ECONOMIC BOOST THAN FARM AID

La Commission européenne a adopté son projet de budget pour 2008, qui, pour la première fois, prévoit plus d'argent pour les politiques liées à l'emploi et à la croissance (57,2 milliards d'euro) qu'à la politique agricole commune (PAC). Ce budget prévisionnel représente la première étape du processus budgétaire de l'UE. Le Parlement européen et le Conseil débattront de cette

proposition le 13 juillet 2007. Par ailleurs, les programmes pour la citoyenneté atteignent près de 600 millions d'euros, ce qui constitue une hausse de 11 % par rapport à 2007.

Vous trouverez davantage d'information sur : http://ec.europa.eu/budget/budget_detail/next_year_en.htm

FUTURE COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE SUR LA FLEXICURITE

La communication sur la "flexicurité", qui devrait être adoptée le 27 juin 2007, marque une tentative prudente de la part de la Commission d'élaborer les solutions possibles permettant aux Etats membres de fournir davantage d'emplois et de meilleure qualité tout en surmontant les défis du marché du travail du 21^{ème} siècle. En élaborant ce document, qui reste non contraignant par nature, la Commission a cherché à éviter de donner l'impression qu'elle tentait d'imposer certaines mesures aux Etats membres. Au lieu de pointer du doigt les failles de chaque pays, elle a préféré définir des défis communs aux marchés du travail européens.

Intitulé "*Vers des principes communs de flexicurité : plus d'emplois et de meilleurs emplois grâce à la flexicurité et la sécurité*", le document repose sur les réponses données à

l'occasion d'une vaste consultation publique lancée en novembre 2006.

La Commission y définit certains éléments composant des politiques de flexicurité efficaces, qui peuvent être incorporés à toute politique nationale du marché du travail sans modifier les principes sur lesquels repose leur conception, à savoir: garantir la fiabilité et la flexibilité des contrats, permettre un solide apprentissage tout au long de la vie, garantir l'efficacité de politiques actives du marché du travail, moderniser les systèmes de sécurité sociale.

Vous trouverez davantage d'information sur : http://ec.europa.eu/employment_social/employment_strategy/flex_meaning_fr.htm

EVENEMENTS ORGANISES PAR LES MEMBRES DE EUCIS-LLL

EAEA présente la nouvelle édition de ses Grundtvig Awards pour l'éducation des adultes. Le premier prix a été décerné en 2003 afin de reconnaître et de célébrer l'excellence dans l'éducation des adultes. EAEA est ainsi fière d'annoncer son 5^o Grundtvig Awards en 2007. Cette année étant celle de l'égalité des chances pour tous, le prix sera décerné à un projet transnational promouvant l'égalité des chances dans l'éducation des adultes. La cérémonie aura lieu à Riga, Lettonie, les 3 et 4 décembre 2007. Un prix spécial de mérite sera également décerné à un projet en dehors de l'Europe. Pour davantage d'information vous pouvez consulter le site de EAEA :

<http://www.eaea.org/index.php?k=13312>

AEGEE organise des semaines de sensibilisation « Education Action Weeks » avec des conférences et débats tout au long de l'année 2007 sur la reconnaissance de l'éducation non formelle. Puis, une grande manifestation est prévue en 2008 à l'UNESCO « Education unlimited ». EUCIS-LLL soutiendra cette initiative. Tout membre intéressé peut contacter Laure Onidi (laure.onidi@aegee.org).

EFFE va organiser un séminaire sur le décrochage à l'école « Compulsory education – from early child's curiosity to early school-leavers » au printemps 2008. La plate forme EUCIS-LLL soutiendra également cette initiative. Pour toute information complémentaire visiter le site de EFFE ou contacter Lies Feron (feron@effe-eu.org):

<http://www.effe-eu.org>

PROCHAINS EVENEMENTS DE EUCIS-LLL

5 JUILLET 2007 : * **Audition publique sur les systèmes éducatifs européens, Bruxelles, 14h-17h**

Audition sur la réalité des systèmes éducatifs en Europe et notamment de la formation initiale en présence de personnalités de l'OCDE, de la Commission européenne et de ETUCE.

* **Groupe de travail sur les semaines du Lifelong Learning, Bruxelles, 10h-12h30**

Poursuite des travaux du groupe de travail sur l'organisation de semaines du Lifelong learning dans les Etats membres du 10 janvier 2007.

4 OCTOBRE 2007 : * **Audition publique sur l'éducation des adultes, Bruxelles, 14h-17h**

Audition sur la communication de la Commission européenne d'octobre 2006 « Éducation et formation des adultes: il n'est jamais trop tard pour apprendre » en présence de personnalités.

5-9 DECEMBRE 2007 : * **Séminaire de contact Grundtvig sur le dialogue interculturel dans l'E&F**

Séminaire co-organisé avec l'Agence Europe Education Formation France dans le cadre du programme Grundtvig. Il a pour objectif d'encourager le montage de projets de coopération entre les organisations des différents réseaux de la plate forme dans le cadre de ce programme sur le thème de l'éducation interculturelle.

EUCIS-LLL est une plate forme européenne qui rassemble 13 réseaux ou organisations européens importants, actifs dans l'éducation et la formation tout au long de la vie : **ACC** (Association for Community Colleges), **AEFP/EVTA** (Association européenne pour la formation professionnelle), **AEGEE** (Association des états généraux des étudiants de l'Europe), **AIVE/IAEC** (Association internationale des villes éducatrices), **EAEA** (Association européenne pour l'éducation des adultes), **ECSWE** (Conseil européen pour l'Éducation Steiner Waldorf), **EFFE** (Forum européen pour la liberté dans l'éducation), **EfVET** (Forum européen pour la formation et l'enseignement professionnels), **EUCEN** (European University Continuing Education Network), **EURO-WEA** (Fédération européenne des travailleurs de l'éducation), **FEEC** (Fédération européenne de l'éducation et de la culture), **FICEMEA** (Fédération internationale des centres de méthodes d'éducation active), **SOLIDAR** (regroupement d'ONG engagées dans l'action sociale, la solidarité internationale et l'éducation et la formation tout au long de la vie).